ARR DICT 2025-701 DEPARTEMENT VAUCLUSE CANTON L'ISLE SUR LA SORGUE COMMUNE

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

Mis en ligne le 14 novembre 2025

PG/LG/PP/CJ/AP/RV Direction des Services Techniques Secteur Gestion du Domaine Publi

L'ISLE SUR LA SORGUE

ARRETE DU MAIRE

OBJET:

CHAUSSEE TEMPORAIREMENT RETRECIE sis à L'ISLE SUR LA SORGUE au lieu-dit : chemin du Névon pour des travaux de tirage et de raccordement à la fibre optique.

Les mercredis 12 novembre, 19 novembre et 26 novembre 2025 de 08h00 à

18h00.

CHAUSSEE TEMPORAIREMENT RETRECIE sis à L'ISLE SUR LA SORGUE aux lieux-dits : cours René Char, chemin de Palerme et route des Courses (jusqu'à l'hippodrome) pour des travaux de tirage et de raccordement à la fibre optique.

Du mercredi 12 novembre 2025 au vendredi 28 novembre 2025 de 08h00 à

18h00.

Le Maire de l'ISLE SUR LA SORGUE,

VU Le code général des collectivités territoriales et ses articles L2211-1, L2212-1, L2212-2,

L2212-4, L2213-1, -2, -4, -5, -6,

VU Le code de la route, et le Décret n° 92-1227 du 23 novembre 1992 modifiant certaines

des dispositions du dit code,

VU Les articles L 113-3, L 141-10 du code de la Voirie routière,

VU La demande formulée par l'entreprise EIFFAGE ENERGIE SYSTEME 71-75, rue Léon

Jouhaux 38000 Grenoble en date du 27 octobre 2025, instruite par le secteur Gestion du

Domaine Public de la Direction des Services Techniques,

VU L'arrêté n° DJCP 2010-043 du 9 juillet 2010 parvenu en préfecture le 22 juillet 2010

portant réglementation de voirie relative à l'occupation du domaine public dans le cadre

de l'exécution de travaux de voirie et de réseaux divers sur les voies publiques,

L'arrêté DAJ 2024-287 du 09 août 2024 visé en Préfecture le 12 août 2024 portant

délégation de fonctions et de signature à Monsieur Ludovic GERMAIN, 7ème Adjoint au

Maire,

VU L'avis favorable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle,

VU L'avis favorable du Service Juridique,

CONSIDERANT Qu'il convient d'instaurer une chaussée temporairement rétrécie aux lieux-dits cités en

objet afin de permettre le déroulement des travaux dans toutes les conditions de sécurité et de commodité pour les riverains, les usagers du domaine public et les intervenants du

chantier.

ARRETE

ARTICLE 1

Du mercredi 12 novembre 2025 au vendredi 28 novembre 2025 de 08h00 à 18h00 date des travaux, la chaussée sera temporairement rétrécie au lieu-dit cité en objet pour permettre à l'entreprise EIFFAGE ENERGIE SYSTEME de procéder à des travaux de tirage et de raccordement à la fibre optique.

ARTICLE 2

Prescriptions spéciales :

Le présent arrêté devra être affiché.

La signalisation sera établie sur la base des schémas CF11, CF12, CF13 et de la fiche n°4, du manuel du chef de chantier - routes bidirectionnelles.

ATTENTION: Pas de travaux cours René Char le jeudi, jour de marché.

Un passage sécurisé devra être mis en place pour les piétons.

La zone des travaux devra être sécurisée.

Les abords du chantier devront être nettoyés à chaque départ de l'entreprise.

ATTENTION: L'entreprise sera chargée de prévenir les riverains.

La chaussée devra être rendue à l'identique.

ARTICLE 3

Les pré-signalisations et signalisations routières conformes à la réglementation en vigueur seront mises en place par l'entreprise EIFFAGE ENERGIE SYSTEME qui sera responsable de leur maintien et de leur suffisance.

La responsabilité de l'entreprise EIFFAGE ENERGIE SYSTEME sera engagée en cas de non-respect ou par les modifications qu'elle apportera au présent arrêté.

ARTICLE 4

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de la huitième partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux.

La personne chargée de la maintenance de la signalisation 24h/24h pendant toute la durée du chantier est Monsieur BOUILLON Sébastien Tél: 06.65.71.60.17.

ARTICLE 5

Le demandeur devra faciliter le passage des véhicules de Secours, Corps Médicaux, Service des Eaux, EDF-GDF, de Police et de Gendarmerie.

ARTICLE 6

Les droits des tiers sont et demeurent préservés.

ARTICLE 7

Les accès aux propriétés seront préservés.

ARTICLE 8

Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié selon les conditions réglementaires en vigueur, seront constatées par Procès Verbaux et transmises aux tribunaux compétents.

La responsabilité des automobilistes sera engagée dans le cas où les accidents viendraient à se produire par la suite de non observation du présent arrêté.

ARTICLE 9

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à la Préfecture sur sa demande pour contrôle de la légalité, une copie de l'arrêté sera notifiée à l'intéressé, à la Gendarmerie, à la Police Municipale, au Centre de Secours, aux Services Techniques Municipaux. Une copie de l'arrêté sera affichée en Mairie.

ARTICLE 10

Monsieur l'Adjoint au Maire,

Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie, Madame la Responsable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Solono, le 03 novembre 2025,

L'Adjoint délégué à la Circulation, à la Sécurité et à la Voirie,

ML Eudoyic GERMAIN,

ARR DICT 2025-701

EGAUTE - FRATERI Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un déla deux mois à compter de sa notification ou de sa publication ct/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nimes ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vant alors décision implicite de rejet. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal